

Elevage en cage, gazage, broyage vivant, castration à vif... : Le gouvernement se moque de la souffrance animale et de l'avis des citoyens !*

Le gouvernement a déposé en janvier 2018 un projet de loi sur l'alimentation dépourvu de mesures ambitieuses pour les animaux. De nombreux amendements visant à améliorer la condition animale ont alors été soumis par certains députés. Ces amendements proposaient notamment l'interdiction des élevages en cage, la limitation du temps de transports, l'interdiction de la castration à vif des porcelets et le contrôle vidéo dans les abattoirs. Ces mesures, bien qu'insuffisantes, auraient permis néanmoins de limiter la souffrance de millions d'animaux. Mais sous l'impulsion du député et éleveur Jean-Baptiste Moreau, du président de la commission des affaires économiques Roland Lescure ainsi que du Ministre de l'agriculture M. Stéphane Travers, tous ces amendements ont été rejetés lors de la commission du développement durable et de la commission des affaires économiques du 19 et 20 avril .

Alors que la majorité des citoyen-nes sont préoccupé-es par la condition animale, le mépris affiché une fois de plus par certains députés et le gouvernement pour cette question de société est insupportable.

Face à ce conservatisme exacerbé, **nous devons organiser la risposte** pour montrer notre solidarité avec tous les animaux victimes de l'élevage et exiger que ces amendements soient ré-étudiés avec sérieux. Le projet de loi sera adopté le 22 mai à l'Assemblée Nationale.

Lundi 21 mai - Rassemblement pour les animaux 18h - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

*98% des français-es considèrent qu'il est important de protéger les animaux d'élevage. 85% des français-es sont pour la surveillance vidéo dans les abattoirs. 90% des français-es pour l'interdiction des cages pour les poules pondeuses. Sources : Commission Européenne, politique-animaux.fr